

Retour sur les Universités de la FSU 81

Devant environ 70 collègues (AESH, enseignant·es 1er et 2nd degré), les trois intervenants de cette nouvelle édition des **Universités de Novembre** (UDN) de la **FSU 81** sont venus nous parler du **temps et des rythmes scolaires ainsi que de la prégnance du privé par rapport au public** (Stéphane Bonnéry), des **risques et dérives liés aux usages du numériques et en particulier avec les GAFAM** (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) (Julien Cristofoli) et des **commandes institutionnelles et les dérives de intelligence artificielle dans l'éducation** (Pierre Priouret).

La FSU 81 tient à remercier, au nom des nombreux·ses collègues participant·es, Stéphane, Julien et Pierre pour leurs interventions aussi dynamiques qu'enrichissantes.



Stéphane Bonnéry :

Stéphane nous a expliqué comment, depuis 1989, les élèves français ont perdu 2 ans et demi de scolarité (voire 3 ans et demi pour les élèves défavorisé·es) et que cette perte immense d'heure de classe est peut être en grande partie responsable de la « baisse du niveau des élèves ».

Par ailleurs, il nous a expliqué que depuis des décennies, le privé bénéficie, en réalité, de plus d'argent public par élève (lorsqu'on a un gouvernement de droite) ou autant que le public (lorsque celui-ci est « de gauche »).

Julien Cristofoli :

Julien nous a alerté sur les dérives écologiques, mais aussi vis-à-vis de nos libertés et de notre vie privée, des usages du numérique en utilisant les outils des GAFAM. Il nous a proposé plusieurs solutions alternatives basées sur des logiciels libres et non intrusifs.

Pierre Priouret :

Pierre nous a détaillé les commandes institutionnelles en terme d'IA dans l'éducation (dont Blanquer était le VRP principal). Il nous a expliqué que le véritable but de ces « expérimentations » n'était pas d'ordre pédagogique mais bien pour entraîner ces IA et par la même occasion, fournir de l'argent public à ces entreprises françaises de l'IA, qui, sans commande publique n'aurait pas nécessairement les débouchés économiques suffisants.



120 ans de la loi de 1905 : un principe pour faire société

Il y a 120 ans, la République tout entière devenait laïque. Loi de liberté et d'apaisement, la loi de 1905, aboutissement d'un long processus, rendait enfin pleinement égaux en droit toutes et tous les habitant·es du pays quelles que soient leurs options spirituelles, idéologiques ou religieuses.

La FSU rappelle son attachement sans faille à l'esprit et à la lettre de la loi de 1905 en ce qu'elle assure la liberté de conscience, garantit la liberté de culte, impose que la République n'en reconnaisse ni n'en soutienne aucune manière. Elle garantit ainsi à l'encontre du prosélytisme religieux la liberté absolue d'être sans religion.

La FSU combat toutes les instrumentalisation de ce principe émancipateur par des courants politiques et des réactionnaires de toutes obédiences. La laïcité est un élément majeur de notre lien politique et social. Elle participe à la constitution d'une sphère publique, espace de débats, de confrontation des projets et des choix, fondée sur la raison et l'esprit critique.

L'école publique gratuite, obligatoire, laïque, a été érigée un quart de siècle avant 1905 avec l'obligation de faire accéder toutes et tous les futur·es citoyen·nes à ses ambitions civiles, intellectuelles et sociales.

L'école publique promeut au quotidien l'égalité et combat toutes les formes de discriminations et de racismes. Elle crée les conditions de l'émancipation en protégeant de tout prosélytisme et en faisant cesser en son sein toutes les assignations. Cela doit être préservé et expliqué. Y faire venir, étudier, s'épanouir tous les jeunes doit être une exigence nationale. Il est urgent que la République laïque soutienne pleinement son école publique, la seule école de toute la jeunesse vivant dans ce pays.

La FSU promeut pour cela un grand service public d'éducation, laïque et unifié.



POUR 81

ALBI PPDC
SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

ENSEIGNEMENT, EDUCATION, RECHERCHE, CULTURE, FORMATION, INSERTION
Bulletin départemental de la Fédération Syndicale Unitaire du Tarn

N°147
Décembre 2025

2026 : Pour le progrès social, la justice, l'environnement et la paix !

POUR 81 - FSU
201 rue de Jarlard - 81000 ALBI

Déposé le 19/12/2025

2025 est une année de nombreuses commémorations.

Il y a 120 ans, la loi du 9 décembre 1905 instaurait la séparation des Églises et de l'État devenant ainsi la clé de voûte du principe de laïcité. Il y a 80 ans, en octobre 1945 naissait la Sécurité sociale, avancée considérable arrachée dans la foulée de la Résistance et du CNR tandis que les

forces de l'argent, compromises dans la Collaboration, étaient sur la défensive. Il y a 20 ans, en 2005 était votée la loi Handicap « pour l'égalité des droits et des chances » qui garantit à chaque enfant en situation de handicap le droit d'être inscrit·e à l'École. Enfin, il y a 10 ans, les accords de Paris consacraient le premier traité international de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Que reste-t-il de tout ceci ?

Le projet de l'École publique laïque, indispensable pour faire reculer tous les obscurantismes, émanciper la jeunesse par les savoirs, en la protégeant de tout prosélytisme, est abîmé par les attaques des réactionnaires de tous bords. Les solidarités au cœur de la Sécurité sociale, « chacun cotise selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins », sont mises à mal par les logiques de marchandisation-privatisation dont la réforme de la PSC est l'un des avatars. L'École inclusive continue d'exclure ou de mal accueillir des élèves faute de moyens tandis que la préservation de l'environnement est sacrifiée par les intérêts égoïstes des grandes puissances et des multinationales.

Pendant ce temps, les débats budgétaires se poursuivent au Parlement, dans la plus grande confusion. La taxe Zucman a été écartée. Les plus grandes fortunes, qui amassent des richesses considérables, peuvent compter sur de loyaux serviteurs qui veillent au grain, au sein du MEDEF, d'une partie des médias, des élu·es... Les rares avancées qui émergent sont systématiquement assorties d'un financement sur le dos des plus fragiles et des services publics. Les plus mauvais coups ne sont pas écartés : gel des promotions, suppression d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, 3 jours de carence pour la territoriale, retraite par capitalisation dès la naissance... un vrai concours Lépine de la régression sociale pendant que les dépenses militaires explosent !

Pas d'autre solution, malgré les difficultés, que d'élever le rapport de force, pour arracher des mesures de justice sociale : des moyens pour les services publics et pour la Sécurité sociale, des augmentations de salaire et la revalorisation des carrières de la fonction publique, l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, la sortie de la précarité en commençant par un statut pour les AESH, et l'abrogation de la réforme des retraites....

C'est pourquoi nous continuerons à lutter contre l'esprit de résignation, le repli individualiste, l'isolement, l'esprit de concurrence généralisée, contre l'aliénation. C'est pourquoi il est si important de faire vivre l'esprit critique, informer et réfléchir collectivement à la situation qui nous est faite ainsi qu'aux moyens d'en sortir, cultiver l'esprit des Lumières de Diderot et Voltaire pour faire reculer l'esprit des ténèbres et mettre sur le reculoir les forces sociales qui mettent l'environnement, l'humanité et la paix en si grand danger.

En 2026, toutes et tous ensemble pour le progrès social, la justice, l'environnement et la paix !

**Unissons-nous
syndiquons-nous !**

SOMMAIRE

1	Edito
2	Soutien à S. Binet / AESH
3-4	Tract PSC
5	Prochains stages FSU 81
6	Bilan des UDN / loi de 1905

Soutien à Sophie Binet après sa mise en examen

Le communiqué de l'AES (dont fait partie la FSU) :

Sophie Binet est mise en examen pour injure publique. Cela fait suite à une plainte déposée par l'association Ethic, un lobby patronal proche des milieux d'extrême droite. Les propos reprochés à la Secrétaire générale de la CGT ont été tenus au sujet des menaces de délocalisation proférées par certains grands patrons en cas d'adoption d'une surtaxe sur les grandes entreprises dans le cadre du débat budgétaire.

Pour l'Alliance écologique et sociale, cette procédure-bâillon est inacceptable.

L'Alliance écologique et sociale partage la consternation de Sophie Binet à l'égard d'un grand patronat prêt à tout pour éviter une plus juste répartition des richesses, qui touche de l'argent public mais ne s'estime tenu par aucune obligation sociale et environnementale et qui est le premier responsable de la désindustrialisation du pays.

L'Alliance écologique et sociale est solidaire de Sophie Binet, victime d'une atteinte à la liberté d'expression et aux libertés syndicales, qui vient s'ajouter à la longue série de répression de militant·es syndicaux·ales, associatifs·ves et écologistes, en France et à travers le monde. Le contexte est en effet alarmant, et de toutes parts des attaques se font jour, notamment de la part de l'extrême droite, pour museler toute voix discordante.

Militant·es pour la justice sociale et environnementale, nous ne nous taisons pas ! Nous continuerons de défendre les libertés associatives et syndicales !



AESH : un vrai statut, un vrai salaire - Maintenant !

Face à l'urgence de la création d'un corps de fonctionnaires pour les AESH, l'intersyndicale interpellait le 6 mai dernier la ministre de l'Éducation nationale lors du CSA ministériel, après un premier courrier resté sans réponse. **La pétition intersyndicale exigeant un corps de fonctionnaire pour les AESH a depuis rencontré un vrai succès avec déjà plus de 83 000 signataires.**

Six mois et un ministre plus tard, la FSU, au sein d'une large intersyndicale (dans laquelle FO est une nouvelle fois absente), a appelé à amplifier la mobilisation pour les AESH lors d'une semaine d'action nationale du 15 au 19 décembre 2025.



• **Participation à la journée de grève et de mobilisation du mardi 16 décembre. AG et manifestation à Toulouse au programme.**

• Organisation du Webinaire « *AESH, un vrai métier* » organisé avec S. Tani, T. Laroui et F. Grimaud

• Envoi de lettres pour interpeler le président Macron (il est toujours temps d'envoyer sa lettre, les modèles se trouvent sur notre site départemental)

• Appel à mobilisation sur les établissements scolaires.

Restons mobilisé·es pour enfin obtenir la reconnaissance des AESH et des moyens pour l'école inclusive !

La FSU 81 a été pleinement mobilisée :

Hommage à notre camarade Marcellin

Nous avons appris avec émotion le décès de notre camarade, ami, compagnon de lutte, Marcellin Fournier, militant depuis toujours de la FSU du Tarn. Ses obsèques ont eu lieu jeudi 11 décembre à Sémalens, des camarades de la FSU 81 étaient présent·es. Marcellin était convaincu que pour chan-

ger l'école, la rendre démocratique, il faut changer la société. Il fut, avec des milliers d'autres camarades, de celles et ceux qui ont participé·es à la création de la FSU au moment des dérives de la FEN. Les militant·es de la FSU 81 apportent tout leur soutien à sa famille dans cette pénible épreuve.

Joindre la FSU du Tarn

201 rue de Jarlard
81000 Albi

☎ : 05 63 38 44 34

Email : fsu81@fsu.fr

Site : sd81.fsu.fr

La FSU nationale

Site Internet :
www.fsu.fr

POUR 81 - Bimestriel -
Prix : 1 euro -
FSU - 201 rue de Jarlard
81000 ALBI
Directeur de publication :
Benoit Foucambert
CPPAP 1126 S 07704
ISSN n° 0299-6405
Imprimé par nos soins.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU du Tarn. Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU 81 ou à votre syndicat

Prochains stages de la FSU 81

« Informations préoccupantes et signalements »

Mardi 3 février 2026

DE 8h30 à 17h à CASTRES (maison des associations)

Deux assistantes sociales Célia Guénard et Clémentine Couderc du SNUAS-FP et une psychologue de l'Éducation Nationale Natacha Delahaye viendront nous former sur la protection de l'enfance. Quels signaux repérer ? Comment recueillir la parole ? Que se passe-t-il lorsqu'un personnel rédige une IP ou un signalement ? Comment l'annoncer aux familles ?

Cette journée nous permettra de nous engager en pleine conscience dans ces actions, et surtout de ne pas passer à côté de situations dramatiques. Les enfants ont besoins de nous, et nous avons besoin d'être formé·es !

« Pourquoi et comment enseigner l'Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité ? »

Vendredi 20 Février 2026

DE 9h à 16h30 à RODEZ (lycée Monteil)

Après des mois d'attente et de campagnes calomnieuses le programme EVAR-S est enfin paru ! Alors que, l'actualité et le rapport 2025 du Conseil à l'égalité rappellent la constance du sexisme, mettre en œuvre ce programme revêt un enjeu social majeur. L'un des chiffres les plus marquants c'est celui des 94% de femmes de 15 à 24 ans qui estiment qu'il est plus difficile d'être une femme aujourd'hui (67% des hommes de 15 à 24 ans). Mettre en œuvre ce programme est donc essentiel tant il participe à la connaissance et à l'estime de soi, à la prévention contre les violences sexistes et sexuelles, les discriminations de genre et la construction de relations égalitaires.

Avec :

- **Fanny Gallot** : historienne, enseignante et co-auteurice de « j'enseigne l'égalité filles-garçons » Dunod 2023 et « Éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité – 2025 »
- **Cécile Ropiteaux** : Professeure des écoles retraitée, ancienne secrétaire nationale de la FSU-SNUipp au secteur Droits et Libertés, et membre active de la LDH

« Tout savoir sur la retraite ! »

Lundi 13 avril 2026

DE 9h à 16h30 à CASTRES (maison des associations)

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la retraite : état des lieux des contre-réformes, comment la préparer, comment la demander, qui contacter...

Avec **Hélène Tressens** : professeure et responsable du dossier retraites au SNES-FSU de l'Académie de Toulouse



Programmes complets de ces journées et modalités d'inscription sur
fsu81.fsu.fr

(Inscriptions auprès de la hiérarchie 1 mois avant la date)

Stages ouverts à toutes et tous



Engagé·es
au quotidien